« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 178 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2960 - Prix : 1€

La Guerre économique

Les travailleurs doivent refuser de payer

Protectionnisme : des dirigeants syndicaux complaisants *Page 5*

Macron/Selly : les cadeaux pour les patrons, les mauvais coups pour les travailleurs *Page 6*

La COI : réunion au sommet des pilleurs de Madagascar *Page 10*

ÉDITORIAL

Le 1er mai vive la lutte internationale des travailleurs pour changer la société !

Qui sait, aujourd'hui, que le 1er mai tire son origine d'une manifestation ouvrière noyée dans le sang à Chicago en 1886 ? Qu'en mémoire de ce massacre, les dirigeants des partis ouvriers des différents pays, rassemblés dans une Internationale, en firent une journée de lutte et de solidarité des travailleurs par-delà les frontières ?

Chaque 1er mai, tous les ouvriers du monde étaient appelés à faire grève et manifester avec une revendication commune, la journée de huit heures, afin que « l'ouvrier cesse d'être un simple instrument de travail et commence à devenir un homme ».

Pendant des décennies, le 1er mai fut une journée où il fallait braver la répression patronale et la mobilisation policière. Il le reste dans de nombreux pays. Mais, en France, pour lui enlever son caractère combatif, le régime très réactionnaire de Vichy, dirigé par Pétain, transforma cette journée de lutte en innocente « Fête du Travail ». Depuis, le 1er mai est un jour férié, chômé et payé.

Cela fait donc longtemps qu'ici, les défilés du 1er mai n'inquiètent plus la bourgeoisie ni les dirigeants politiques. Et c'est bien le problème ! En l'absence de luttes et d'organisations ouvrières dignes de ce nom, le grand patronat et le gouvernement font ce qu'ils veulent.

Ici, les capitalistes attaquent méticuleusement nos conditions de travail et de vie. Cette semaine, ArcelorMittal, malgré plus d'un milliard de bénéfices et 300 millions d'aide de l'État, vient encore d'annoncer le licenciement de 600 personnes. De son côté, le gouvernement peaufine une nouvelle attaque à 40 milliards.

Tandis qu'il arrose la bourgeoisie et les grandes entreprises de milliards de cadeaux fiscaux et creuse les déficits, il jure que la dette est insoutenable et qu'il faut d'urgence réduire les dépenses utiles à la population. Et, bien que nous soyons des millions à nous tuer à la tâche pour un salaire de misère, le gouvernement estime que nous ne travaillons pas assez !

À l'échelle internationale, les dirigeants de la bourgeoisie font preuve d'un cynisme plus glaçant encore. Après avoir fait croire que les États-Unis aideraient l'Ukraine à se libérer, Trump s'acoquine avec Poutine pour se partager les principales ressources du pays. Il ne cache ni ses visées impérialistes sur le Groenland et le Canada, ni la préparation d'une guerre avec la Chine. Et il laisse Netanyahou exterminer les Palestiniens de Gaza, où il envisage de réaliser une Riviera.

Les Trump, Poutine, Xi Jinping ou Macron, comme les capitalistes, savent que pour dominer, ils doivent écraser les travailleurs et piétiner les peuples. Et ils savent que leur règne ne tient que par leur art de dresser les opprimés les uns contre les autres, de les diviser en usant du racisme et du nationalisme.

Tant que nous les laisserons nous diriger et nous commander, nous nous enfoncerons dans les inégalités, la misère, les divisions, les haines et la barbarie. Nous serons condamnés à servir de chair à profits ou de chair à canon.

Une autre voie est possible : celle de la solidarité internationale des travailleurs et de leur lutte pour le pouvoir !

La classe capitaliste n'est forte que de notre faible combativité et de notre manque de conscience. Nous nous laissons commander par une bande de rapaces qui sont incapables de faire tourner la société par eux-mêmes. Nous nous plions au diktat d'une classe de parasites incapables de produire leurs profits et leurs capitaux sans nous. Incapables, même, de garder leurs enfants, de se faire à manger et de se déplacer sans le travail d'une armada de serviteurs !

Prenons conscience du pouvoir que nous avons, collectivement, entre les mains ! Non seulement pour nous défendre et nous faire respecter, mais aussi pour faire fonctionner la société et donc pour l'organiser et la diriger nous-mêmes.

C'est aussi cette conscience que portait le 1er mai. Car les travailleurs affirmaient aussi la nécessité d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire avec le capitalisme. Ils s'affirmaient comme une classe sociale qui disputait le pouvoir à la bourgeoisie pour construire le socialisme à l'échelle internationale.

Au moment où la bourgeoisie brise des millions de vies, détruit la planète et nous mène vers une troisième guerre mondiale, c'est cette conscience qu'il faut retrouver et diffuser. C'est avec cet objectif que le cortège de Lutte ouvrière manifestera ce jeudi 1er mai. Soyons nombreux à le rejoindre !

Nathalie ARTHAUD

Déremboursements de soins : pour la santé des profits

Dans les médias, le patron du Medef Patrick Martin a développé ses solutions pour trouver les 40 milliards d'euros manquant d'après Bayrou sur le budget, sans aucun nouveau prélèvement sur les entreprises.

C'est aux dépenses sociales qu'il veut de nouveau s'attaquer. Il propose par exemple de cibler les malades ne s'étant pas fait vacciner et de refuser de leur rembourser les soins. Il prétend aussi vouloir « responsabiliser » les patients qui abuseraient de la « gratuité ». Comme si, en plus, on allait à l'hôpital pour le plaisir ! Au passage, cette « gratuité » n'en est pas une, car les travailleurs cotisent, et pas qu'un peu, à l'assurance maladie.

La Cour des comptes n'est pas en manque d'imagination lorsque, dans son rapport d'avril 2025, elle avance encore quinze propositions. Des transports sanitaires jusqu'aux soins à l'hôpital, en passant par les médicaments et les pharmacies, tout est passé à la loupe pour dénicher des économies en restreignant les dépenses de la population et en serrant la vis aux travailleurs de la santé. Elle parle aussi de différencier les remboursements de soins selon les revenus. Mais, que ce soit en commençant par les plus démunis ou par les travailleurs ayant une paye un peu plus élevée, il s'agit encore de faire payer la dette aux malades et d'épargner les capitalistes.

Pourtant, le même rapport de la Cour des comptes constate que les prix des médicaments et les tarifs d'une partie des centres médicaux sont une vraie source de profit. En effet, Sanofi a obtenu 5,74 milliards d'euros de bénéfices net en 2024, en hausse de 7 %. Les groupes pharmaceutiques Novartis et Roche, basés en Suisse, ont quant à eux accumulé un total de 20 milliards d'euros de bénéfices en 2024. Voilà bien des milliards qui combleraient tous les trous possibles et imaginables.

Chômage des seniors : une aubaine pour les patrons

Selon une étude réalisée par l'Unedic, à partir de 56 ans, les travailleurs au chômage ont de plus en plus de difficultés à retrouver un emploi. Si ce constat signifie une dégradation de leurs conditions de vie, le fait est une aubaine pour le patronat et le gouvernement.

L'étude considère donc que 56 ans serait un « âge pivot ». C'est l'âge à partir duquel les travailleurs tombés au chômage ont de plus en plus de mal à se faire embaucher, notamment avec des CDI. En effet, sur les 350 000 chômeurs étudiés, 37 % de ceux de 50 ans ont retrouvé un emploi en CDI mais seulement 11 % de ceux de 61 ans.

Ainsi, plus les travailleurs approchent de l'âge de la retraite et plus ils risquent, s'ils sont licenciés, de finir leur vie active au chômage ou au RSA. Ce phénomène ne va pas s'atténuer avec le nombre croissant des plans de licenciement et les recrutements en baisse dans les entreprises. Pour un emploi proposé, combien de chômeurs postulent ? Dans la compétition à l'embauche, l'âge fait partie des critères subjectifs de recrutement, confirme l'étude.

Il faut tout le mépris et l'hypocrisie d'un vieux loup de la politique comme François Bayrou pour oser dire, lors de son discours du 15 avril sur l'état des finances publiques, que *« les Français ne travaillent pas assez »*, notamment les « seniors ». Parce qu'en réalité, ce chômage arrange bien patronat et gouvernement. Les patrons, face à de nombreux chômeurs, sont en position de force quand il s'agit de recruter et peuvent imposer des salaires plus faibles et des contrats plus précaires. Quant au gouvernement, il sait s'appuyer sur cette situation pour remplir son objectif de réduction des dépenses publiques. Alors que les carrières des travailleurs sont de plus en plus discontinues, réformer le système des retraites en allongeant la durée de cotisation et en décalant l'âge de départ en retraite à 64 ans est encore un moyen de réduire le montant global des pensions de retraite.

Vatican : mort d'un dealer d'opium du peuple

Il peut paraître hallucinant qu'au 21e siècle, alors que l'humanité maîtrise les satellites, la fibre optique et les réseaux sociaux, ces moyens techniques performants servent à relayer les discours et les prêches du chef de l'Église catholique dont la mort est pleurée par quelque 1,3 milliard de fidèles dans le monde.

Depuis presque 2 000 ans, avec des crises, des schismes et surtout de multiples mises à jour de sa doctrine, au gré des transformations de la société, l'Église catholique s'est montrée capable de maintenir son appareil et d'étendre son influence sur des centaines de millions de personnes sur tous les continents.

Dotée d'une grande capacité d'adaptation, dégainant au bon moment le pardon et l'autoabsolution, l'Église catholique sait faire oublier les horreurs qu'elle a perpétrées quelques temps auparavant. Ainsi, elle a mis trois cents ans pour réhabiliter Galilée qui affirmait que la Terre tourne autour du soleil et plusieurs siècles pour s'excuser des crimes commis par les Chrétiens contre les Juifs.

Sur le fond, la force de l'Église catholique, comme celle de toutes les religions, est d'offrir une réponse, simple sinon simpliste, aux angoisses en apparence sans solution dans lesquelles la folie de la société plonge des milliards d'êtres humains. Et elle le fait en s'appuyant sur des siècles de traditions bien rodées et le poids des relations sociales. Marx, qui militait pour que les prolétaires, la classe sociale qui produit tout, se révoltent et remplacent le capitalisme par une organisation communiste de toute la société, écrivait en 1842 : *« La religion est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. Elle est l'opium du peuple. »* Dans un monde où les inégalités et les injustices les plus criantes ne cessent de se développer, la religion continue d'avoir cette fonction essentielle et en tire sa permanence. Elle ne la perdra pas tant que durera l'oppression.

L'Eglise catholique, comme les autres, est très utiles aux classes dominantes. Il suffit de regarder comment les Trump, Macron et autres fauteurs de guerre, réactionnaires et exploiteurs qui dirigent le monde, se précipitent pour rendre hommage au pape décédé. C'est peut-être cette alliance toujours renouvelée du sabre et du goupillon, des dieux et des riches, qui finira par faire perdre la foi en l'Église, la papauté et tout le fatras qui leur est associé.

À la télévision : overdose papale

Lundi 21 avril et les jours suivants, toutes les chaînes télévisuelles d'information se sont évidemment étendues sur la nécrologie du pape, laissant une place insignifiante aux autres actualités. Elles ont été largement doublées par les chaînes nationales qui ont gavé les spectateurs de tout ce qu'elles avaient dans leurs tiroirs concernant la vie du pape.

On ne pouvait passer d'une chaîne à l'autre sans voir les mêmes images. Finis les exploits sportifs, les séries, les jeux, les films, les documentaires ou autres informations, d'abord sur France Info, bien sûr, mais aussi France 2 et France 5, tous à genoux devant les écrans ! À croire que, comme d'habitude, les dirigeants de toutes ces chaînes avaient dicté aux journalistes ce qu'ils devaient dire.

La France a beau s'afficher comme un État laïque (même si l'émission religieuse Le jour du Seigneur est diffusée sans interruption depuis 1948 !), l'occasion était trop belle d'afficher une prétendue unanimité de la population autour d'un homme qui, puisqu'il était pape, était forcément paré de toutes les vertus. Et ce genre d'information est toujours une bonne occasion de jeter un voile sur les guerres, les massacres, les dictatures, les inégalités sociales et la misère qui écrasent une grande partie de l'humanité.

Abbé Pierre : “la fabrique d’un saint”

En 2007, à la mort de l’abbé Pierre, les milieux et publications catholiques posaient la question de sa béatification.

L’abbé n’était-il pas un témoin vivant de la foi, un bienfaiteur des pauvres, un combattant dévoué de la fraternité et de la charité, la personnalité la plus aimée des Français, le sujet d’un film et d’innombrables articles, livres, émissions hagiographiques ?

Tout président se sentait tenu de lui rendre périodiquement visite, tout personnage en vue d’être photographié à ses côtés. Pour ficeler la sainteté, il n’aurait manqué qu’un miracle certifié et un coup de pouce du Pape. Hélas, après quelques années, un coin du suaire s’est levé et la justice a eu à connaître des plaintes de nombreuses femmes ayant subi les agressions de l’abbé, depuis ses pénitentes jusqu’à ses infirmières. Puis, de plainte en plainte, on a su que ses proches, ceux qui faisaient fonctionner son association devenue une véritable institution, ne pouvaient ignorer son comportement, et donc le couvraient en toute connaissance de cause.

Deux journalistes qui ont voulu en avoir le cœur net sont allées consulter les archives, y compris celles du Vatican. Il ressort de leur livre *Abbé Pierre, la fabrique d’un saint,* paru le 17 avril, que non seulement le Vatican était parfaitement au courant (depuis 1955 !) mais que, tout en gardant le secret, il en avait averti le clergé français. Il apparaît aussi que l’abbé était, à vrai dire comme nombre de catholiques de sa génération, non seulement un pétainiste mais un antisémite bon teint. En outre l’abbé gérait personnellement et sans aucun contrôle une bonne partie des fonds collectés par son association. Pour ses œuvres, disait-il… œuvres de chair, peut- être.

Le Vatican a rapidement refermé ses archives, le clergé français n’a pas ouvert les siennes et tout ce petit monde continue à vouloir laver son linge sale en famille. L’Église, mais aussi la République, ses médias et tous les débitants de conformisme social ont les héros qu’ils méritent ou plutôt qu’ils fabriquent à l’usage du bon peuple.

Protectionnisme : des dirigeants syndicaux complaisants

« Nous avons gagné la mise en place d’une cellule de crise ! » : c’est par ces mots que Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, a salué la décision du ministre de l’Économie de réunir chaque semaine à Bercy les confédérations syndicales avec une brochette de ministres.

Cette « cellule de crise » entre ministres et syndicats de salariés est censée faire pendant au « conseil des entreprises » entre les mêmes ministres et les représentants patronaux. Pour justifier leur participation enthousiaste à cette cellule, les dirigeantes des deux principales confédérations, la CGT et la CFDT invoquent *« les grosses inquiétudes de la part des salariés ».*

Les inquiétudes et les menaces sur les emplois et les salaires sont bien réelles. Il est évident que le patronat, grand ou moins grand, va faire payer les incertitudes qui pèsent sur l’économie aux travailleurs, en renvoyant des intérimaires, en supprimant des emplois stables, en recourant au chômage partiel, en augmentant la productivité. Mais présenter comme une victoire la mise en place de cette « cellule de crise » est une arnaque. Comme si le patronat et le gouvernement à son service allaient prendre en compte les intérêts des travailleurs.

C’est même pire. Cette « cellule de crise » va en fait aider les patrons à faire passer leurs demandes. Ainsi, Cyril Chabanier, de la CFTC, réclame-t-il *« des droits de douane ciblés, afin de favoriser le développement et la relocalisation de certaines activités stratégiques, comme l’industrie pharmaceutique ou celle de la défense »,* au moment précis où les grands patrons de la pharmacie menacent de produire aux États-Unis si les dirigeants européens n’acceptent pas que leurs médicaments augmentent de prix.

Quant à Sophie Binet, elle ne fait pas mieux. Elle reproche par exemple à Bernard Arnault de ne pas *« utiliser les leviers qui sont à sa disposition pour amplifier le rapport de force de la France et de l’Europe »*, comme si convaincre de quoi que ce soit ce milliardaire dont la seule patrie est son coffre-fort devait être un objectif pour les travailleurs. Elle ajoute qu’il faut *« conditionner le montant des droits de douane au niveau des normes environnementales fiscales »* afin de « défendre le modèle social français et européen », comme si les travailleurs avaient quelque chose à gagner à l’instauration de droits de douane d’une sorte ou d’une autre.

Laboratoires pharmaceutiques : chantage au médicament

Les patrons de 32 laboratoires pharmaceutiques, dont tous ceux du « Big Pharma », ont écrit le 11 avril à la présidente de la Commission européenne pour réclamer des mesures « plus favorables » sous peine de transférer ailleurs 16 milliards d'investissements prévus en Europe.

Jouant sur la concurrence USA/Europe, les patrons saisissent l'occasion offerte par la montée protectionniste pour se livrer à un chantage clair et net. Ils mettent en avant le cadre légal américain, qui leur est encore plus favorable, ainsi que l'augmentation des droits de douane annoncée par Trump, et s'en servent d'argument pour réclamer une révision de la politique des prix des médicaments en Europe, évidemment à la hausse. Mais ils voudraient aussi payer moins d'impôts, et en particulier ne pas avoir à payer la future contribution pour traiter les eaux usées dues à leur industrie et les débarrasser de leurs micropolluants.

En d'autres termes, pour les patrons des gros laboratoires, la guerre commerciale est une aubaine pour engranger plus de profits au détriment des classes populaires, directement ou par le biais des caisses publiques. Cela ne serait qu'une accentuation de ce qui se produit déjà, puisque le secteur pharmaceutique tire une bonne partie de ses profits faramineux des systèmes publics de remboursement tels que l'Assurance maladie.

La lettre de menace vise également à faire pression sur la Commission européenne pour qu'elle recule sur un projet de législation présenté en mars. Celui-ci ramènerait de dix à huit ans la durée pendant laquelle les laboratoires peuvent vendre leurs médicaments sans concurrence et est présenté comme une réponse aux pénuries de médicaments qui faciliterait leur production. Là encore, les trusts tels que Pfizer ou Sanofi tiennent d'abord à rappeler que, pour eux, produire des biens utiles signifie d'abord pouvoir faire des profits.

Macron/Selly : les cadeaux pour les patrons, les mauvais coups pour les travailleurs

Lors de son dernier passage éclair à La Réunion, Macron et son staff ont tout arrangé pour tenir à bonne distance ceux qui avaient les meilleures raisons de lui demander des comptes et des aides indispensables pour se relever des destructions produites par le cyclone Chido : familles privées de toit, d'eau et d'électricité depuis deux mois, travailleurs, chômeurs et retraités étranglés par les hausses de prix, bénéficiaires des contrats PEC privés de leur gagne pain, etc.

Macron a donc pris un « bain de foule » au monument aux morts à Saint-Denis en présence de personnes triées sur le volet, d'écoliers bien sages et bien sûr de toute une armada de policiers et de gros bras.

Seuls les patrons et les politiciens les plus anti travailleurs ont eu le droit à ses égards et à ses promesses.

Ainsi dans l'est de l'île, fortement impacté par les derniers cyclones, la requête du maire de Saint- Benoît de

LO

Grève des salariés de la SPL Estival en novembre 2023

transformer toute cette région en Zone Franche d'Activité Nouvelle Génération (Zwang) a retenu l'attention du chef de l'État.

Sous prétexte d'attirer les investisseurs et de créer des emplois, ce nouveau dispositif d'aides aux patrons permettrait à ceux-ci de bénéficier de façon pérenne (et non plus pendant une période limitée à 5 ans) d'un abattement de 50 à 80 % sur l'impôt sur leurs revenus et sur leurs sociétés et sur leurs impôts locaux.

Oublié le déficit de l'État, oublié le manque de ressources financière des communes, la priorité est de répondre aux exigences patronales.

Et peu importe que les exonérations patronales de cotisations sociales ou fiscales, d'emplois d'apprentis en lieu et place de salariés en bonne et due forme, n'empêchent pas les patrons de licencier, quand ils veulent, pour un oui ou pour un non.

Les 29 salariés licenciés sur demande de Selly à la SPL Estival en apportent la preuve !

Macron : il a le « chic » pour nous mener en bateau

En déplacement dans l'île mardi 22 avril, Macron a rencontré la direction du CHU dont les services sont débordés depuis des semaines par l'afflux de malades du chikungunya. 120 000 personnes ont été contaminées par le virus qui a déjà fait 10 morts. À la demande du directeur du centre hospitalier qui lui demandait de dépêcher en urgence de métropole des renforts supplémentaires, Macron a répondu évasivement : *« Si des renforts sont nécessaires, ils seront mis en place » !*

Et il a bien fait comprendre à son auditoire que ses priorités étaient ailleurs, déclarant: «Nous allons ici, à La Réunion, augmenter d'environ 200 le nombre de militaires présents qui vont passer d'environ 1.600 à 1.800. Dans la zone indo-pacifique, on a plus de 8.000 militaires, les meilleurs équipements sur le plan maritime, aérien ou terrestre, des missions régulières qui se multiplient».

Le « chic » pour Macron, ce n'est pas de protéger la population des épidémies, c'est de montrer ses muscles face aux pays de la zone et pourquoi pas demain face à la colère des populations lassées d'attendre les moyens humains et financiers nécessaires à la résolution des problèmes vitaux : la santé, l'éducation, le logement, les transports en commun et la baisse du coût de la vie !

Allons z'enfants…
Du lycée au monument aux morts… il n'y a qu'une guerre

Depuis novembre 2024, au lycée hôtelier Christian Antou de Saint-Paul, il existe une Classe de Défense et de Sécurité Globale.

La Klas'Def ainsi appelée, est un projet pédagogique entre l'équipe enseignante et une unité militaire, en l'occurrence la base navale du Port, qui selon l'Académie de La Réunion, a pour objectif de *« contribuer à la cohésion nationale, promouvoir l'esprit de défense et garantir l'attractivité des métiers des armées ».*

Ainsi, après le Service national universel et l'uniforme au collège, le gouvernement et l'Armée ont eu une nouvelle trouvaille pour embrigader la jeunesse et l'habituer à obéir les doigts sur la couture du pantalon, derrière le drapeau tricolore.

Pour s'assurer que les leçons du patriotisme et le « sens du devoir » entrent bien dans les têtes, le lycée Christian Antou a préparé le terrain avec un « Prof-soldat », le prof de sciences qui est officier réserviste, référent du lien Armées-Jeunesse de la Marine Nationale.

Aujourd'hui, sous prétexte « d'égalité de chances » le gouvernement et l'Armée tentent d'appâter les jeunes en leur faisant miroiter de belles carrières sous l' uniforme et des médailles étincelantes.

Mais dans l'atmosphère guerrière montante, *« l' aventure humaine et citoyenne »* qu'on lui chante va tourner au cauchemar quand cette jeunesse ira se faire trouer la peau sur le front non pas pour défendre la patrie contre des soi-disant ennemis, mais pour défendre les intérêts des industriels de l'armement et des autres capitalistes qui tireront forcément profit de la guerre, comme nous le montrent déjà les affrontements entre les puissances impérialistes et les oligarques de la Russie avec la guerre en Ukraine ou avec tous les confits armés aux quatre coins de la planète.

Alors, jeunesse, refuse de marcher au pas et prépare la révolution !

Le capitalisme, fauteur de misère

Alors que de semaines en semaines, les chiffres publiés par la CNL et les associations caritatives à propos des mal logés à La Réunion s'envolent, la Fondation pour le Logement (ex Abbé Pierre) annonce le nombre de 3000 sans domiciles fixes dans l'île aujourd'hui dont de plus en plus de travailleurs pauvres.

Elle précise par ailleurs qu'en 2024 un millier d'enfants ont dormi dans la rue dont 350 de moins de trois ans.

Comment payer son loyer, quand on en a un, avec un demi Smic ou quand le contrat déterminé dans lequel on se trouvait a pris fin et qu'il n'y a plus rien derrière à part les allocations chômage quand on a assez travaillé pour pouvoir y prétendre ou le RSA.

Exploitée dans des conditions inhumaines, toute une partie de la classe ouvrière a d'ores et déjà basculé dans la misère. Ce qui l'empêche de se manifester au grand jour, c'est la présence d'associations, elles mêmes mises en difficulté par la décision de Bayrou de leurs couper les vivres, et aussi la solidarité de la population et des familles.

Mais si ce phénomène prend encore plus d'ampleur, si les attaques contre la classe ouvrière s'accélèrent, alors cette solidarité même en prendra un coup et ne permettra plus d'adoucir la situation des plus pauvres.

Il ne restera plus alors à la classe ouvrière qu'à montrer sa colère et aller chercher ce qu'il lui manque pour vivre dans ce que capitalistes, spéculateurs et banquiers ont accumulé à son détriment.

Il ne restera plus à la classe ouvrière qu'à procéder à l'expropriation de la bourgeoisie et à exercer elle même le pouvoir et à partager les richesses entre tous !

Manifestons le Premier Mai : journée internationale de lutte des travailleurs !

En cette période de montée des idées nationalistes, racistes et xénophobes, de course aux armements et de guerres de plus en plus nombreuses, il est vital pour la classe ouvrière de faire entendre sa voix et ses aspirations propres.

LO

Plus que jamais les travailleurs qui veulent défendre les intérêts de leur classe doivent se mobiliser et se préparer aux combats contre leurs exploiteurs, à commencer par ceux de leurs propres pays.

Le monde capitaliste est en crise et la guerre que se mènent les grands pays capitalistes pour le contrôle des richesses mondiales a des répercussions terribles partout dans le monde : exploitation sans limite des travailleurs, esclavage, exploitation des enfants, guerres entre nations, guerres tribales sur fond de recherche de contrôle de certaines richesse minières, menace d'une guerre mondiale généralisée sur fond de courses effrénée aux armements, dégâts écologiques dramatiques.

Le monde capitaliste n'est pas réformable.

La seule issue est la révolution sociale, dirigée par les travailleurs. La bourgeoisie n'a plus rien à apporter au monde que désastres et barbarie.

L'avenir, c'est le pouvoir des travailleurs et c'est cet objectif que la classe ouvrière, partout dans le monde, doit remettre fièrement en avant dans toutes ses manifestations, à commencer le prochain Premier Mai !

Premier Mai : Centristes et extrême droite contre les travailleurs

Les sénateurs centristes (les amis de Bayrou!) viennent de déposer à quelques jours du Premier Mai un projet de loi pour permettre aux établissements déjà autorisés à ouvrir le dimanche de pouvoir le faire le 1er mai, les boulangers et les fleuristes en particulier. Car voyez-vous pour ces gens-là le 1er mai, journée de lutte internationale des travailleurs, c'est comme une insulte à ce qu'ils estiment être le droit divin des patrons à exploiter la classe laborieuse !

Leur proposition a été soutenue par la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, Catherine Vautrin... et par le Rassemblement National qui par la voix de son député Julien Odoul a déclaré : *« Le Premier Mai , c'est la fête du travail, pas la fête de l'oisiveté, ce n'est pas la fête de l'assistance. Nonobstant la CGT qui veut nous renvoyer au 19ème siècle ».*

Si quelqu'un veut renvoyer les travailleurs au 19ème siècle, c'est bien l'extrême droite qui montre en l'occurrence qu'elle est une ennemie jurée des travailleurs, prête à faire trimer la classe ouvrière 365 jours par an et 24 heures sur 24, comme c'était le cas au 19ème siècle.

Décidément, les travailleurs vont avoir « du pain sur la planche » pour faire ravaler à tous ces anti ouvriers leur morgue et leurs sales projets !

DANS LES ENTREPRISES

SPL Estival : la « justice » condamne... les victimes !

Le 23 avril le tribunal de commerce de Saint-Denis a entériné la décision de la direction de la SPL Estival et de la Cirest, avalisée par l'Inspection du Travail, de permettre à cette entreprise de transport de continuer à fonctionner, à condition de rembourser 2,3 millions de dettes sur 10 ans et de licencier 29 salariés.

À l'annonce de cette décision, Selly, le maire macroniste de Saint-Benoît et président de la Cirest (principal financeur de la SPL) a manifesté sa satisfaction en déclarant : *« Cette sortie de procédure de redressement judiciaire est une excellente nouvelle pour la SPL Estival et pour l'ensemble des usagers des transports en commun de l'Est ».*

Après avoir fermé les yeux sur les malversations dont s'est rendu coupable Alamelou, le directeur qu'il avait nommé à la tête de l'établissement, il trouve encore le moyen de se féliciter de faire payer la note aux

LO

salariés. En effet, ce sont 29 pères et mères de famille, travaillant parfois depuis 15 ans au transport des passagers dans l'est de l'île qui se retrouvent aujourd'hui sur le carreau, pas comme Alamelou qui aux dernières nouvelles aurait retrouvé un emploi de fonctionnaire. Quant aux 101 salariés dont l'emploi a été préservé, on peut se demander jusqu'à quand, et dans l'immédiat ils devront vivre avec des salaires diminués de 8 %.

Cette solution cautionnée par l'état, permet aux dirigeants de la SPL de faire payer à la collectivité et à ses travailleurs les frasques de sa direction. La « justice » a ainsi sauvé la mise à ces gredins et ne protège en rien les salariés d'Estival d'autres futurs mauvais coups.

Seule une saine colère et une détermination sans faille des travailleurs auraient pu obliger les voleurs à rendre ce qu'ils ont volé !

Millet Saint André : une semaine de grève pour se faire respecter

Dans cette entreprise spécialisée dans la pose de menuiseries en bois, PVC et aluminium et employant 38 salariés, les NAO avaient buté sur l'application d'une prime annuelle de 300 euros que la direction s'obstinait à verser sous condition de temps de présence.

Les travailleurs revendiquaient aussi une augmentation de la prime de panier de 2 € brut ainsi qu'une augmentation générale de salaire de 3 %.

Face au refus de la direction de leur donner satisfaction, ils décidaient de se mettre en grève à partir du 11 avril. Après avoir taxé la grève de minoritaire et exigé des grévistes qu'ils lèvent leur piquet de grève, mais voyant que ces derniers tenaient bon, la direction de Millet Réunion finissait par négocier le 22 avril un protocole d'accord de fin de grève au cours duquel elle finissait par céder à ses travailleurs une augmentation de salaire de 1,6 %, une prime de modulation de 180 € brut, une augmentation de la prime de panier de 1 € et une prime exceptionnelle de 300 € versée sur la paie d'avril avec neutralisation des 40 premières heures d'absence.

Une grève qui, même si elle n'a pas permis d'obtenir la totalité du cahier revendicatif, a permis de montrer que les ouvriers de Millet étaient capables de s'unir face à leur patron. Un atout pour les luttes futures.

Des Millet et des cents pour les capitalistes !

L'établissement Millet de La Réunion est le dernier que ce groupe a ouvert. Il compte par ailleurs 7 usines de production dans l'hexagone et exploite au total 1200 salariés en 2025.

Pour revenir à La Réunion, Millet a bénéficié des aides Feder concernant les intrants productifs et d'une aide au développement productif pour agrandir son unité de production de la part de l'Union Européenne. Il a aussi bénéficié d'un soutien à la compensation des surcoûts de transport de la part de l'Europe versé par la Région. L'opération a été cofinancée par l'État français au titre de la LODEOM.

Pour les capitalistes, l'argent public tombe à flots, mais ne ruisselle que dans leurs poches !

OCÉAN INDIEN

La COI : réunion au sommet des pilleurs de Madagascar

Le 5ème sommet de la Commission de l'Océan Indien regroupant Madagascar, les Comores, la France, les Seychelles et Maurice, s'est tenu les 23 et 24 avril à Madagascar sous la présidence de Macron, le chef de l'état français, ex puissance coloniale de ce pays. Tout un symbole !

Il y a été question de « coopération régionale » en matière économique et sanitaire, de lutte pour « l'autonomie alimentaire » et d'exercices de défense militaire communs.

Macron s'y est d'ailleurs rendu avec un aréopage de plusieurs dizaines de grands patrons français de l'énergie, des télécommunications, de la prospection pétrolière et des terres rares. La France est le 2ème client et le 6ème fournisseur de l'île, mais elle se fait concurrencer par d'autres pays tels que la Chine, l'Inde et le Canada, et aussi dans une moindre mesure par les capitalistes mauriciens du textile. L'objectif de Macron est donc de permettre aux capitalistes français de continuer à profiter des richesses naturelles de Madagascar et d'exploiter la force de travail de sa classe ouvrière.

Car les grandes puissances mondiales dont fait partie la France ne se déplacent pas dans les pays du sud pour leur permettre de se développer, mais pour continuer à les piller.

Madagascar possède dans son sous sol quantité de métaux recherchés actuellement par les industries aéronautiques, chimiques, téléphoniques et informatiques. De nombreuses mines d'ilménite, de coltan ont été ouvertes ces dernières années. Elle produisent des dizaines de milliers de tonnes de ces métaux précieux, mais qui sont usinés dans les pays riches. L'état malgache ne récupère qu'une maigre part de ce pactole et la population malgache, pauvre à 80 % n'en voit pas la couleur, ni sous forme d'augmentation de salaire, ni sous forme de création d'infrastructures (chemin de fer, nouvelles routes, construction de logements décents, d'hôpitaux, d'écoles, adduction d'eau potable et d'électricité, etc.). Même l'autonomie alimentaire ne reste qu'un rêve inaccessible sous le régime capitaliste dominé par les pays impérialistes.

Les déclarations d'intention du président malgache Rajoelina de faire de Madagascar « le grenier de la région » restent un vœu pieux et dérisoire dans un pays qui ne parvient pas à planter suffisamment de riz, aliment de base des Malgaches, pour couvrir les besoins de sa population !

Mais les prétentions du président malgache ont pour pendant celles du président français qui a, par exemple, proposé à Rajoelina de former en France les médecins spécialistes qui manquent à Madagascar alors que les hôpitaux français en sont à recruter des médecins dans les pays sous développés ou en guerre pour faire face à ses propres insuffisances !

Tout ce charabia ne parvient pas à cacher ce que vient chercher la France dans cette région du monde : maintenir sa présence militaire et stratégique et permettre à certains de ses capitalistes de se remplir les poches en profitant de sa main d'oeuvre bon marché et privée de tous droits sociaux ou presque.

Îles Éparses : un des coups tordus de l'impérialisme français

Si Rajoelina pensait pouvoir négocier la restitution des Îles Éparses (Europa, Bassas de India et Juan de Nova, situées entre Madagascar et le Mozambique), il en a été pour ses frais, car Macron lui a fait une nouvelle fois comprendre que l'heure n'était toujours pas venue d'en discuter.

Il faut rappeler que ces îles qui étaient dépendantes de Madagascar du temps où ce pays était une colonie française en ont été délibérément détachées par De Gaulle en 1960 peu avant l'indépendance de Madagascar et placées par décret sous l'autorité directe du ministre de la France d'Outre Mer. Elles ont donc été ravies par la ruse aux Malgaches qui ont été privés de l'accès à ces richesses naturelles qui devaient leur revenir.

Il n'y a donc pas qu'à Mayotte que l'impérialisme français se permet de détacher des pans de certaines de ses anciennes colonies pour maintenir sa présence dans telle ou telle région pour ses intérêts particuliers et sans en référer aux peuples concernés.

Les îles Éparses ne représentent elles mêmes que quelques kilomètres carrés, mais elles permettent à la France de disposer d'un domaine maritime de plusieurs milliers de kilomètres carrés, de contrôler tous les navires qui transitent par le canal du Mozambique (particulièrement stratégique au moment où la navigation en mer Rouge et par le canal Suez est entravé par la guerre avec les Houthis) et aussi de mettre ultérieurement la main sur toutes les richesses minérales et gazières que renferment ces fonds marins.

Massacre des Malgaches : quand Macron se souvient

Macron a annoncé la création d'une commission d'historiens franco-malgache pour rendre compte de l'insurrection de la population malgache en 1947 et de sa répression sanglante par l'armée française, qui aurait fait selon les sources entre 11 000 et 100 000 morts.

Comme à chaque fois qu'il est question de colonialisme, Macron a recours à la même technique consistant à réunir des historiens pour faire un « travail de mémoire ». Comme si les victimes du colonialisme avaient oublié ce qu'elles avaient subi !

Ce cinéma hypocrite, qui ne coûte pas grand-chose, sert à masquer le fait que les dirigeants français d'aujourd'hui, dans la continuité de leurs prédécesseurs d'il y a 80 ans, continuent de défendre les intérêts de l'impérialisme contre les peuples.

GAZA

Les Palestiniens massacrés et affamés

Dimanche 20 avril, les résultats de l'enquête interne ouverte par l'armée israélienne suite à la mort de 15 secouristes palestiniens ont été rendus publics. Sans surprise, celle-ci réfute l'accusation d'avoir voulu assassiner certains de ces secouristes, mais elle doit tout de même reconnaître « une erreur », précisant qu'un officier sera suspendu.

Tout montre pourtant bien qu'il s'agissait d'une exécution menée en toute connaissance de cause. Cet épisode ne fait qu'illustrer, parmi bien d'autres, la réalité du massacre auquel depuis 18 mois, l'armée israélienne se livre cyniquement dans la bande de Gaza, et qui a fait plus de 50 000 morts. Depuis la fin de la trêve, le 18 mars, elle multiplie les bombardements, jour et nuit, visant les quelques habitations non encore détruites, des campements, des écoles accueillant des réfugiés…

Les autorités israéliennes ont commencé à constituer des « zones tampon », aux frontières de Gaza, expulsant leurs habitants. On estime à 250 000 le nombre des Palestiniens contraints d'évacuer Rafah et ses environs depuis la reprise de la guerre. Le porte-parole de l'armée israélienne a déclaré, lundi 21 avril, qu'une zone tampon, vidée de tous ses habitants, serait créée dans le sud de Gaza, depuis la frontière égyptienne jusqu'à la périphérie de Khan Younès – soit plus de cinq kilomètres – incluant donc toute la ville de Rafah.

Conséquence du blocus israélien sur l'aide humanitaire qui, depuis le 2 mars, ne peut plus rentrer dans Gaza, la famine s'aggrave. Mais fort du soutien américain, Netanyahou affiche plus que jamais sa volonté de poursuivre la guerre *« jusqu'à la destruction du Hamas »*. Contesté par une partie de la population israélienne qui lui reproche de sacrifier les otages, le Premier ministre israélien a besoin, pour se maintenir au pouvoir, du soutien de l'extrême droite qui multiplie les appels à réoccuper totalement Gaza.

Face à ce camp des partisans de la guerre et de la colonisation, des milliers d'Israéliens continuent de se faire entendre en manifestant tous les samedis. Des réservistes n'hésitent pas à rendre public leur refus de continuer une guerre dont on ne voit pas la fin, et certains dénoncent le massacre de Palestiniens innocents. C'est de ce côté que se situe l'espoir. Il ne sera pas possible de sortir de l'impasse actuelle sans remettre en cause les politiques qui y ont conduit.

YÉMEN

La nouvelle guerre des États-Unis

Dimanche 20 avril, des bombardements américains sur un marché populaire situé en plein centre de Sanaa, la capitale du Yémen, ont fait douze morts et trente blessés. Ils auraient également visé la province de Marib, dans le centre du pays, le port d'Hodeida, dans l'Ouest, et la ville de Saada.

Depuis le 15 mars, les États-Unis multiplient les attaques contre les Houthis, au pouvoir dans la plus grande partie du Yémen depuis plus de dix ans. Depuis un mois, près de 200 personnes ont été tuées dans des bombardements américains.

Les Houthis ont le tort de s'être opposés au pouvoir dictatorial et corrompu du président Saleh, soutenus par les États-Unis, et leur alliée dans la région, l'Arabie saoudite. Le fait de défier ainsi un allié des États-Unis serait une raison suffisante pour les dirigeants impérialistes de s'en prendre aux Houthis. Mais, de plus, depuis le début de la guerre menée par Netanyahou contre Gaza, les Houthis mènent des attaques contre les navires israéliens et américains en mer Rouge pour affirmer leur soutien

aux Palestiniens, ce qui perturbe le commerce international. Et surtout, ils sont soutenus et armés, au moins en partie, par le régime iranien que les dirigeants impérialistes voudraient affaiblir. Ce n'est pas un hasard si l'offensive américaine contre le port de Ras Issa est survenue peu avant les pourparlers indirects du 19 avril tenus en Italie entre les États-Unis et l'Iran. Les bombardements américains contre le Yémen sont ainsi autant de menaces adressées au pouvoir iranien. Trump menace ouvertement d'une intervention des États-Unis au Moyen-Orient, visant l'Iran et tous ceux qu'ils considèrent comme des trouble-fête, des Palestiniens aux Houthis.

C'est une catastrophe de plus qui s'abat sur le peuple yéménite, qui paie déjà par la famine et d'innombrables destructions les dix années de guerre menées par l'Arabie saoudite, et le prix de la domination impérialiste sur le Moyen-Orient.

Dette d'Haïti : Macron fait sa commission

À l'occasion du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti, Emmanuel Macron a annoncé la constitution d'une commission franco-haïtienne d'historiens. Elle sera chargée d'étudier l'impact de l'indemnité qui fut imposée par le roi Charles X à l'État né de la révolte des esclaves.

Macron parle d'Haïti comme d'*« une jeune nation confrontée dès sa constitution à la force injuste de l'Histoire »*. L'Histoire ainsi invoquée prit dans la réalité la forme menaçante d'une flotte de guerre, dépêchée en 1825 par le roi pour imposer le paiement d'une indemnité de 150 millions de francs. Cette somme, censée indemniser les anciens propriétaires d'esclaves, ne pouvait en aucun cas être réglée par l'État haïtien et donna naissance à une cascade de dettes qui enrichirent les banquiers français puis américains. Ce furent les paysans haïtiens qui la payèrent, en étant lourdement taxés sur les produits d'exportation qu'ils étaient contraints de cultiver et de vendre, alors qu'ils n'avaient pas de quoi se nourrir. L'indemnité elle-même ne fut finalement remboursée qu'en 1888 et les intérêts et pénalités bancaires soldés en 1952 seulement.

Il n'est pas besoin d'une commission pour comprendre et estimer les nuisances de cette rançon. Pratiquement tout ce que l'on peut savoir sur cette « double dette » a déjà été dévoilé par les travaux d'historiens qui ont épluché les archives concernant les paiements effectués par Haïti. Selon leurs travaux, publiés en 2022 dans le *New York Times*, les sommes ainsi volées équivaudraient aujourd'hui à des dizaines de milliards d'euros, appauvrissant d'autant le pays. En évoquant cette commission, qui devra lui faire des « recommandations », Macron reprend un procédé usé, déjà utilisé pour le colonialisme en Algérie ou le génocide au Rwanda. Les mots ne coûtent rien et il n'est évidemment pas question d'une quelconque indemnisation.

En parfait représentant de « la force injuste de l'Histoire », c'est-à-dire du capitalisme et du colonialisme, Macron fait son métier qui est de brasser du vent à propos de crimes d'hier pour mieux perpétrer ceux d'aujourd'hui.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:
.....
Prénom :
.....
Adresse:
.....
.....

Ci-joint par chèque la somme de .....euros

Pour nous contacter :
Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282